

Entretien avec Laurent Mucchielli, sociologue, directeur de recherches au CNRS, enseignant à l'Université Versailles Saint-Quentin-en Yvelines et directeur du Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP).

## « Le problème n'est pas seulement le fait que l'on parle beaucoup de sécurité, il est aussi la façon dont on en parle »

*Pouvoirs Locaux: Vos travaux constatent que les thématiques de la sécurité et de la « tranquillité publique » se sont généralisées dans le discours des institutions publiques. Elles ne se limitent pas à l'État et aux collectivités locales, mais transcendent également désormais les clivages politiques classiques. Comment expliquer cette soudaineté? Quelles en sont les raisons?*

Laurent Mucchielli: Sur le plan politique, le thème de la sécurité et de « l'ordre » est un grand classique à droite de l'échiquier. Ce n'est pas là qu'il faut chercher une nouveauté. Le changement essentiel s'est en réalité produit au cours des années 1990 au sein du Parti socialiste et il a été mis en œuvre par Lionel Jospin après la victoire de ce parti aux élections législatives de 1997, en faisant de la sécurité la « seconde priorité » du gouvernement et en proclamant qu'il s'agissait d'une valeur « ni de droite ni de gauche ». Il y a sans doute des raisons de fond

et des raisons de stratégie électorale. Sur le fond, je crois que l'ensemble de la classe politique (et plus globalement des élites) a été fortement secouée au tournant des années 1980 et 1990 par une conjonction d'événements qui ont généré une grande peur relative aux quartiers populaires, à leur jeunesse et aux questions de violence et de délinquance. Rappelons-nous: 1989, la (première) affaire dite du « foulard islamique », 1990-1991: la première grande vague d'« émeutes urbaines » en banlieues lyonnaises puis parisiennes, 1991 : le contexte français de la (première) Guerre du Golfe et les craintes (infondées) de « soulèvement » dans ces quartiers. Tout concourt alors à désigner les « jeunes de banlieue » comme une nouvelle forme de dangerosité sociale, voire même un « ennemi de l'intérieur » selon certains. Quant au plan stratégique ou tactique, la direction du Parti socialiste a sans doute pensé qu'en s'emparant à son tour de ce thème, elle couperait l'herbe sous les pieds de la droite. Le résultat est que le thème de la sécurité a effectivement été dépolitisé en tant que débat de fond, les discours se sont homogénéisés. Mais du coup le débat contradictoire a fait place à un consensus et à une surenchère dans laquelle le Parti socialiste s'est fait piéger en 2001 et 2002. La stratégie a donc été un échec complet.

*P. L. : Est-il possible de se prononcer sur l'existence d'une réelle demande sociale en matière de sécurité? Quelles seraient les raisons de cette demande: est-elle liée à des évolutions en profondeur de la société? au rôle décisif des médias?*

L. M. : Il est certain que les médias ont fortement alimenté cette surenchère des années 1998-2002, mais ils n'ont au fond que mis en scène ce que les politiques avaient désigné comme l'essentiel. Encore une fois, le problème n'est pas seulement le fait que l'on parle beaucoup de quelque chose, il est aussi la façon dont on en parle. Tant qu'il y a du débat contradictoire, il faut prouver ce que l'on affirme. Mais



Laurent Mucchielli

dès lors que tout le monde dit à peu près la même chose, il n'y a plus besoin de débattre ni de prouver, il suffit de mettre en scène la panique et l'indignation générales. Vu les contraintes objectives du métier de journaliste de nos jours (un travail toujours dans l'urgence, un horizon de 24 heures, aucune réelle capacité d'investigation, une dépendance aux sources de l'information, etc.), cette situation était très confortable au sens où elle était moins coûteuse pour les rédactions. Maintenant, au-delà des évolutions politiques et du rôle des médias, y a-t-il une « demande sociale réelle de sécurité » ? Je dirais oui et non. Oui dans le sens que, même s'ils ne sont pas nouveaux et pas forcément en augmentation dramatique (contrairement à ce que beaucoup racontent), il existe bien entendu des problèmes de sécurité. Au quotidien, pour l'immense majorité de nos concitoyens, ce ne sont pas des problèmes de criminalité ni même de délinquance dangereuse. Ce sont des vols et des cambriolages (ces derniers étant en baisse tendancielle selon les enquêtes de victimation) et puis, dans certains quartiers, des « incivilités » dues en partie aux comportements juvéniles en soirées: attroupements et petites provocations qui peuvent faire peur à certains habitants, conduites dangereuses de deux roues, chahuts et vociférations, consommation de cannabis et d'alcool, petit vandalisme. C'est de ce genre de choses qu'il s'agit généralement lorsque les gens parlent de « l'insécurité » ou de leur « sentiment d'insécurité » dans leur vie quotidienne. Mais je réponds aussi « non » à votre question car ce ne sont pas nos concitoyens qui ont décidé d'eux-mêmes de considérer que ces problèmes étaient la priorité n°1 de la société française. Et on ne les a pas non plus consultés sur la façon de gérer ces problèmes. Lorsque l'on passe de la vie quotidienne aux questions de gouvernement, il y a bien une construction politique (et médiatique), qui peut très largement déformer les problèmes au passage. A fortiori lorsque les acteurs politiques qui s'emparent de ces thèmes n'ont qu'une seule idée en tête : se faire élire ou réélire.

*P. L. : Lorsque vous affirmez que l'industrie sécuritaire profite largement de cette « frénésie sécuritaire », constatez-vous simplement l'émergence d'une nouvelle « niche » économique qui s'accommode de ces évolutions ou existe-t-il un risque de perversion du système de production des statistiques ?*

**L. M. :** Les deux mon général! L'érection de la sécurité en priorité nationale a suscité un développement considérable du marché de la sécurité, tant pour de l'équipement (actuellement la vidéosurveillance en particulier) que pour de l'expertise (devenue un « business » très lucratif). Par ailleurs, les discours plus ou moins sécuritaires qui dominent depuis une dizaine d'années se présentent généralement bardés



Crédit photo : Cf'images©Pierre Rousseau

L'érection de la sécurité en priorité nationale a suscité un développement considérable du marché de la sécurité, tant pour de l'équipement (actuellement la vidéosurveillance en particulier) que pour de l'expertise (devenue un « business » très lucratif).

de statistiques. Il s'agit en réalité presque toujours des seules statistiques de police, dont on croit à tort que ce sont des sortes d'enquêtes sur la délinquance, alors qu'il s'agit des résultats de l'activité des services de police et de gendarmerie, résultats qui varient selon les comportements de plainte de nos concitoyens et selon les priorités d'action et les consignes reçues par les forces de l'ordre. C'est ainsi que, selon ces statistiques, après avoir prétendument « explosé » entre 1997 et 2001, la délinquance aurait soudainement reculé de façon tout aussi spectaculaire à partir de 2002. Dans le détail mensuel, on peut même voir qu'elles commencent à baisser à Paris en mai 2002, alors que le ministre de l'Intérieur vient tout juste de s'installer dans son bureau et qu'il n'a pas encore pris la moindre circulaire ou le moindre décret... L'occasion de rappeler le petit théorème de mon regretté collègue Dominique Monjardet, qui disait : « Sur une courte période, les statistiques de la délinquance varient en proportion inverse de la popularité du ministre de l'Intérieur auprès des agents chargés du collationnement des données qui les fondent ».

*P. L. : Quelles conséquences cette « frénésie sécuritaire » peut avoir sur les relations sociales ? Comment impacte-t-elle le lien politique entre les citoyens et leurs représentants ?*

L. M. : Il est probable que, en dehors de la nouvelle répression en matière de sécurité routière (qui concerne des millions de personnes et touche directement notre porte-monnaie), la majorité de nos concitoyens ne perçoit pas beaucoup de conséquences à cette *frénésie sécuritaire*. Pourtant, parmi les multiples tendances que nous avons mises en lumière dans le livre qui porte ce titre, il en est une qui m'inquiète par-dessus tout, celle que j'appelle la déshumanisation. Le refus de l'installation d'une vraie police de proximité et la dégradation continue des relations entre la police (et même désormais la gendarmerie) et la population, l'installation sans évaluation et tout azimut de la vidéosurveillance, la généralisation des procédures d'urgence dans le fonctionnement judiciaire, tout cela traduit une déshumanisation des rapports sociaux que je crois assez dramatique pour l'avenir.

*P. L. : Les statistiques font l'objet de vifs débats et critiques portant sur leur pertinence, leur réalité. Quels autres moyens fiables et sérieux permettraient d'avancer dans la connaissance des questions de sécurité ?*

L. M. : Du côté de la recherche, nous réalisons des enquêtes portant sur la population générale et qui permettent de cerner beaucoup mieux la réalité des problèmes que les statistiques administratives. Pour identifier les victimes, ce sont les enquêtes de victimation, que nous avons importé en France dans mon laboratoire (le CESDIP) dès le milieu des années 1980 et qui sont aujourd'hui reproduites annuellement par l'INSEE au plan national. Et pour repérer les transgresseurs, malheureusement uniquement chez les jeunes, ce sont les enquêtes de délinquance auto-déclarée, qui ont commencé dans les années 1990, dans le cadre d'enquête sur la santé au plan national. Ces outils sont les compléments indispensables des statistiques administratives pour évaluer et penser l'évolution des problèmes de délinquance. Enfin, les outils statistiques ne suffisent jamais. Il faut aussi identifier et comprendre les mécanismes humains et sociaux qui se cachent derrière les chiffres, et faire pour cela du travail de terrain, c'est-à-dire de l'observation *in situ* et de très nombreux entretiens sur les territoires que l'on prétend diagnostiquer.

*P. L. : Plus largement, au-delà de la question des statistiques, le problème de la sécurité tel qu'il se présente aujourd'hui, vous semble-t-il posé de manière pertinente en termes de chiffres ? Quels seraient selon vous les autres angles morts que vous appelleriez à privilégier ?*

L. M. : La première erreur consiste donc à s'enfermer dans les statistiques administratives : celles de la police et celles de la justice. Comme l'on ne cesse de demander aux services de l'État de « répondre à la

délinquance » même la plus bénigne, de dresser des procès-verbaux même pour un joint fumé ou une insulte échangée, de prendre toutes les plaintes mêmes les plus infondées (que la justice classera sans suite), en bref d'appliquer la « tolérance zéro », la délinquance ne cesse par définition d'augmenter. Plus l'on abaisse le seuil de tolérance ou d'informalité, plus l'on élargit la définition juridique des infractions, et plus la délinquance augmente. Et plus la délinquance augmente, plus l'on réclame davantage de sévérité et de procédures. C'est un véritable cercle vicieux. Il faut donc chercher à établir un diagnostic indépendant de ce cercle vicieux, qui tente de cerner les évolutions réelles des comportements.

La seconde erreur, très française, consiste à prétendre déterminer à Paris une politique de sécurité uniforme pour tout le pays. Et, de ce point de vue, le « nouveau management de la sécurité » introduit en 2002, c'est-à-dire le management par les chiffres, a des conséquences désastreuses. Il conduit à privilégier la quantité sur la qualité et il interdit aux représentants de l'État de déterminer avec suffisamment d'autonomie une politique locale de sécurité, adaptée aux spécificités du territoire et des populations concernés.

Enfin, la troisième erreur, non des moindres, consiste à croire que la simple répression constitue une solution durable des problèmes. Tout montre le contraire. Mettez en prison les cinq personnes qui empoisonnent la vie d'un quartier, si vous vous contentez de cela, cinq autres auront pris leur place quelques mois plus tard. Interdisez purement et simplement quelque chose que les gens ont l'habitude de faire voire même qu'ils sont plus ou moins obligés de faire dans leur système de vie actuel, et ils continueront, simplement en se cachant davantage. Nous vivons une période où tout se fait dans l'urgence, où l'on veut des résultats le lendemain matin, et des résultats que l'on peut voir tout de suite et si possible chiffrer, pour les montrer à la presse... C'est une très mauvaise politique. Gouverner c'est prévoir. Assurer la sécurité c'est donc avoir de véritables stratégies locales de prévention, bâtir ces stratégies de façon réellement concertée pour impliquer tous les acteurs publics et privés, s'en donner le temps et les moyens, y compris les moyens d'évaluation pour continuer à progresser.

Propos recueillis par Marc Dumont  
et Laurence Lemouzy

1. Laurent MUCCHIELLI est notamment l'auteur de *Violences et insécurité. Fantômes et réalités dans le débat français* (La Découverte, 2<sup>ème</sup> éd 2002), *Les bandes de jeunes, des Blousons noirs à nos jours* (La Découverte, 2007, en collaboration), *Gendarmes et voleurs. De l'évolution des délinquances aux défis du métier* (L'Harmattan, 2007, en collaboration) et tout récemment *La frénésie sécuritaire* (La Découverte, 2008, en collaboration).